

13/12/2013

## Les lignes directrices de l'UE en matière de restructurations déçoivent des millions de travailleurs - La CES dénonce les « vœux pieux » de la Commission

**Selon la Confédération européenne des syndicats (CES), les plans de la Commission européenne visant à limiter l'impact des restructurations d'entreprises sur les travailleurs ne suffisent pas. Aujourd'hui, 13 décembre, la Commission européenne a publié ses propositions de meilleures pratiques et les lignes directrices à destination des différents acteurs sur la meilleure façon de minimiser les effets des restructurations.**

La CES affirme cependant que le temps de l'inaction est révolu. Réagissant à l'annonce d'aujourd'hui, la CES a déclaré : « *Assez d'évaluations de meilleures pratiques, c'est maintenant le temps de l'action politique* ».

Le mouvement syndical européen demande que la Commission considère cinq éléments clés dans la gestion des restructurations :

- ▶ Préparer les travailleurs : rôle clé de l'éducation et de la formation ;
- ▶ Protéger et créer des emplois : rôle clé de la politique industrielle ;
- ▶ Donner aux travailleurs la possibilité de s'exprimer sur les décisions stratégiques : rôle clé de l'information, de la consultation et de la participation ;
- ▶ Garantir un cadre juridique européen : rôle clé des négociations collectives ;
- ▶ Prévoir un filet de sécurité : rôle clé des politiques actives du marché du travail, de la protection sociale et des mesures de soutien.

*« Il s'agit des demandes mises sur la table en 2012 mais qui n'ont toujours pas été suivies d'effets. La Commission continue de les ignorer. A contrario, elle propose un « cadre de qualité » qui n'est rien d'autre qu'une série d'orientations générales ou, en d'autres mots, des « vœux pieux » pour l'instauration de meilleures pratiques et l'annonce du contrôle de la mise en place de ce cadre de qualité »,* ajoute Claudia Menne, Secrétaire confédérale de la CES.

La CES se dit sceptique quant aux effets pratiques des lignes directrices et réitère son appel pour une action au niveau législatif. Ce cadre de qualité ne peut que renforcer la frustration et la déception des travailleurs européens qui subissent des restructurations, non pas exceptionnellement mais dans leur vie quotidienne.